MON PROJET

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

NICOLAS SARKOZY

sarkozy.fr

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

avril 2007

Mes chers concitoyens,

Je veux être le président de la République qui réformera la France. S'il veut rester lui-même, notre pays a besoin de changements profonds.

Je veux être le président de la République qui tiendra ses engagements. C'est pourquoi je veux vous dire aujourd'hui tout ce que, demain, nous ferons ensemble.

La France traverse une crise morale : celle du travail. La réhabilitation du travail est au cœur de mon projet présidentiel.

Je ne vous mentirai pas, je ne vous trahirai pas. Je ne me déroberai pas.

Je vous demande votre confiance pour qu'ensemble tout devienne possible.

Nicolas Sarkozy

sarkozy.fr

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

Depuis vingt-cinq ans, nous vivons dans la résignation. D'année en année, on vous répète que contre le chômage, l'exclusion, les injustices, l'échec scolaire, et maintenant contre la précarité, les délocalisations, la pollution on ne peut rien.

On vous explique que la politique ne peut plus agir parce que l'Europe agit à sa place. On vous fait croire que l'État ne peut plus intervenir parce que la mondialisation a anéanti le pouvoir des États. On vous prétend qu'il n'y a que deux choix possibles : périr ou bien nous adapter, c'est-à-dire renoncer à nos valeurs, à notre culture, à nous-mêmes.

Je vous propose d'en finir avec ce fatalisme, avec ce renoncement, avec cette résignation.

Je crois que le pouvoir existe encore. Je suis convaincu qu'il n'y a pas de fatalité. Je sais que la politique peut encore beaucoup de choses. C'est pour cette raison que je lui ai consacré toute ma vie et que je me présente aujourd'hui à vos suffrages. D'autres pays ont réussi en Europe. Il n'y a aucune raison que la France ne réussisse pas à son tour.

Tout mon projet est de permettre à notre pays de relever les défis qui sont les siens aujourd'hui, sans rien renier de ce qu'il est, de ce que sont ses valeurs, de ce qu'est notre identité. Je crois qu'ensemble c'est possible.

J'ai voulu vous le présenter dans un document bref. Je ne peux pas tout y dire, répondre à toutes vos préoccupations, évoquer toutes vos souffrances. **Au-delà des mesures, j'ai surtout voulu vous présenter les valeurs qui fondent mon projet. Ce sont celles du travail, de l'autorité, de l'honnêteté, de la fraternité et de la grandeur de la France.** Cela fait des années que la politique n'ose même plus en parler. Je veux les remettre au cœur de la vie politique française. Elles guideront mon action pendant les cinq prochaines années si vous m'élisez à la présidence de la République.

1. Mettre fin à l'impuissance publique

Le premier rôle de la politique, c'est de faire fonctionner l'État. La mondialisation ne disqualifie nullement le rôle des États. Au contraire. Dans la mondialisation, les pays qui échouent sont ceux dont l'État est inefficace, entrave, empêche ; ceux qui réussissent sont ceux dans lesquels l'État facilite, incite, soutient. **Rien ne se fera donc avec un État qui continue à fonctionner comme aujourd'hui.** Je crois dans un État ouvert, équilibré, soucieux de faire agir tout le monde ensemble. Mais je crois aussi dans un État fort, qui fait des choix, mène des politiques et, plus que tout, poursuit l'intérêt général, l'intérêt de notre nation.

Vous êtes de plus en plus nombreux à ne plus croire dans la politique. Vous ne supportez plus la concentration des pouvoirs entre les mains d'une petite élite, l'impuissance publique, le manque de courage. Vous avez raison. Mais en même temps, vous savez bien que ces dérives n'ont rien à voir avec nos institutions parce que vous avez le souvenir d'hommes et de femmes qui ont su mettre cette République au service de la grandeur de notre pays. La Ve République a été créée à un moment où la France traversait l'une des plus graves crises de son Histoire. Ce n'est pas en la démolissant, en inventant une nouvelle République sur laquelle on ne sait rien, que l'on répondra aux difficultés qui sont les nôtres aujourd'hui. **C'est pourquoi je défendrai la Ve République, tout en changeant la pratique, les comportements, les mentalités.**

Si je suis élu, **mon gouvernement sera limité à 15 ministres pour être plus efficace. Je demanderai aux ministres de s'engager sur des objectifs** et j'évaluerai régulièrement leur travail. Il y aura moins de lois, mais elles seront appliquées.

Je vous associerai au choix des réformes. Je crois que l'on prend de meilleures décisions si l'on prend le temps d'écouter ceux qui sont concernés sur le terrain, et que les réformes sont mieux appliquées si chacun a pu au préalable les comprendre et les accepter. 10 % du corps électoral pourront demander au Parlement de se prononcer sur un texte de loi.

Je m'appuierai fortement sur le dialogue social, qui est un des grands manques de notre pays. Cela suppose de le moderniser profondément. Il faut que vous vous sentiez réellement représentés par vos syndicats et que vous puissiez, par votre vote, approuver ou sanctionner les décisions qu'ils prennent en votre nom. J'instituerai donc la liberté de présentation au premier tour des élections professionnelles et seuls les résultats des élections permettront de dire quels sont les syndicats représentatifs. Après huit jours de grève, un vote à bulletin secret sera obligatoire. Chacun pourra continuer à faire grève même en cas de vote négatif, mais une minorité ne pourra plus faire croire qu'elle représente l'avis de la majorité.

Je crois résolument dans le service public, à son rôle pour l'égalité des chances. C'est pourquoi il est essentiel d'assurer sa présence dans les quartiers en difficulté, en milieu rural, outre-mer. Mais je veux que le service public soit au service du public. Je souhaite que son fonctionnement et ses horaires d'ouverture répondent mieux à vos attentes. **Dès l'été, une loi créera un service minimum garanti en cas de grève.** En échange des efforts que je leur demanderai, nos fonctionnaires seront plus considérés, mieux payés et leurs carrières seront plus valorisantes.

2. Une démocratie irréprochable

L'honnêteté et l'impartialité de l'État sont à mes yeux des valeurs absolues. Je veux que vous ayez totalement confiance dans vos élus, dans votre démocratie, car c'est la force des grandes nations.

Je limiterai à deux le nombre de mandats du président de la République. **Je rendrai compte régulièrement de mon action devant les Français et devant le Parlement. Je renforcerai les pouvoirs de celui-ci, notamment de l'opposition,** parce que je ne veux pas gouverner seul et que je pense qu'une démocratie se protège des risques de dérive lorsqu'elle est capable d'organiser et d'accepter ses propres contre-pouvoirs.

La maîtrise de nos finances publiques est un impératif moral autant que financier. Les jeunes générations ne peuvent accepter que les générations actuelles vivent à leur crédit. Mais je veux aussi vous dire que la dette est la conséquence de l'échec de nos politiques antérieures. C'est pourquoi mon projet concilie trois

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

objectifs : engager les réformes dont notre pays a besoin, baisser les impôts, réduire la dette et le déficit. Il est intégralement financé par des économies sur les dépenses existantes. Je ferai en sorte qu'à l'avenir il soit interdit de financer les dépenses de tous les jours par de la dette.

Je veux que les nominations aux fonctions les plus importantes de l'État se fassent sur des critères de compétences et de hauteur de vue, et non pas sur des critères de proximité avec le pouvoir politique en place. **Les candidats à ces nominations seront auditionnés publiquement par le Parlement et celui-ci pourra mettre son veto à leur nomination.**

Je veillerai rigoureusement à l'indépendance de la justice, notamment en lui donnant les moyens nécessaires à sa mission. Mais la justice ne peut pas être un pouvoir à côté des autres, sans aucun contrôle, ni contre-pouvoir. Rendue en votre nom, elle doit vous rendre des comptes. C'est pourquoi je veux que le Conseil supérieur de la magistrature soit composé majoritairement de non-magistrats, que vous puissiez le saisir si vous vous estimez victimes de la négligence ou de la faute d'un magistrat et que vous participiez aux jugements des affaires délictuelles les plus graves.

Enfin, je souhaite que notre pays progresse sur la voie des libertés. Plus aucun citoyen ne devra craindre d'être placé sans défense en prison comme cela s'est passé dans la terrible affaire d'Outreau. Je créerai une procédure d'habeas corpus, qui garantira que personne n'est envoyé, ni maintenu en prison sans qu'une juridiction collégiale statuant en audience publique ne se soit prononcée. Je veux également réformer en profondeur nos prisons pour qu'elles soient un lieu de préparation de la réinsertion, pas un lieu d'aggravation de la relégation.

3. Vaincre le chômage

J'ai voulu vous parler en premier de l'État et de nos institutions parce que sans un État fort, dans lequel vous avez pleinement confiance, nous ne pourrons rien faire. Mais je sais que le chômage et, plus largement, la précarité du travail, sont votre principale préoccupation. Depuis vingt-cinq ans, on vous dit que le plein-emploi est impossible et que le chômage est une fatalité. Rien n'est plus faux.

Je veux d'abord vous convaincre que **partager le travail n'a jamais été une solution contre le chômage.** Les 35 heures ont-elles permis de créer des emplois ? Nullement. Avec elles, vous avez plus de temps pour vous, mais vos salaires sont gelés. Vous avez moins de pouvoir d'achat, vous consommez moins. C'est toute l'économie qui s'est artificiellement réduite.

Plutôt que de consacrer tant d'argent à payer les Français pour qu'ils travaillent moins, **nous devons tout faire pour être plus nombreux à travailler,** car l'activité des uns crée le travail des autres. C'est pourquoi, si je suis élu, **l'étudiant qui travaille ne paiera pas d'impôt, le retraité qui veut travailler et toucher sa retraite pourra le faire, notre pays aidera les entreprises à donner du travail aux seniors au lieu de les encourager à s'en séparer.** L'ANPE, l'Unedic, les Maisons de l'emploi seront réunies en **un seul service public de l'emploi,** qui interviendra immédiatement et de manière personnalisée pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de trouver ou retrouver un emploi beaucoup plus rapidement qu'aujourd'hui. Je veux que les **femmes, notamment les mères isolées,** soient spécialement aidées à retrouver des emplois stables à temps complet.

Mais, contre le chômage, il faut aussi que nous changions de politique économique. J'ose même dire : il faut que nous ayons une politique économique qui agit, et non qui subit. J'investirai massivement dans la formation, dans la recherche et l'innovation, dans le développement du commerce, de l'artisanat et des PME. Tout doit être fait pour permettre à nos PME de grandir et pour que notre pays crée les centaines de milliers d'emplois qui peuvent l'être dans les nouveaux segments de l'économie. Je rapprocherai la fiscalité des entreprises de la moyenne européenne car il est évident que personne ne viendra créer des emplois chez nous si notre fiscalité continue à être la plus dissuasive d'Europe. **Je ferai tout pour réduire la fiscalité qui pèse sur le travail.**

Contre les délocalisations, je mettrai en œuvre une **politique industrielle,** en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts. Notre pays doit garder des usines. L'exemple d'Alstom montre qu'il est possible et utile de nous battre pour notre industrie. **Je soutiendrai aussi l'agriculture et l'industrie agroalimentaire.** Elles sont indispensables à notre indépendance alimentaire et désormais énergétique, et sont une force économique de premier plan.

Enfin, je ferai en sorte que l'euro devienne un outil de croissance, d'emploi et de puissance économique. Si nous avons fait l'euro, c'est pour nous en servir.

Grâce à ces mesures, en cinq ans, nous pouvons atteindre le plein-emploi, c'est-à-dire un chômage inférieur à 5 % et un emploi stable à temps complet pour tous. C'est de cette manière que nous pourrons vraiment réduire la pauvreté, l'exclusion et la précarité.

4. Réhabiliter le travail

Le chômage de masse, la précarité du travail, les 35 heures n'ont pas seulement fragilisé notre société et notre économie. Ils ont dévalorisé le travail. **Notre pays est devenu celui qui travaille le moins en Europe. Nous ne pouvons pas continuer sur cette voie.** Je veux rappeler que le travail est une condition de la liberté et de la dignité, qu'il est le moteur de la promotion sociale, de la croissance, que tout doit être fait pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas, mais également qu'il n'est pas acceptable que certains refusent de travailler alors qu'ils le pourraient. **Je veux réhabiliter le travail et, au-delà, le mérite, l'effort, le goût du risque.**

Je ferai en sorte que les revenus du travail soient toujours supérieurs aux aides sociales et que les titulaires d'un minimum social aient une activité d'intérêt général, afin d'inciter chacun à prendre un emploi plutôt qu'à vivre de l'assistanat.

Ceux qui font l'effort de travailler doivent bénéficier d'une vraie protection contre le chômage et contre les aléas

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

de l'économie. Avec les partenaires sociaux, **je créerai la sécurité sociale professionnelle.** Elle ne supprimera pas le chômage, pas plus que la Sécurité sociale n'a supprimé la maladie. Mais elle permettra à chacun de surmonter au mieux et au plus vite cette difficulté. Une personne licenciée pour des raisons économiques ne perdra pas son contrat de travail : celui-ci sera transféré au service public de l'emploi qui lui garantira 90 % de sa rémunération antérieure aussi longtemps que nécessaire, pour suivre une formation qualifiante, trouver un nouvel emploi, essayer un nouveau métier. En revanche, il ne sera plus possible de refuser plus de deux emplois sans justification. Pour les futures embauches, nous créerons un **contrat de travail unique,** plus souple pour les entreprises pour qu'elles soient incitées à embaucher, plus sécurisant pour les salariés car il sera à durée indéterminée pour tous.

Pour garantir l'égalité des chances et permettre à chacun de s'adapter aux évolutions de l'économie, **nous créerons un compte individuel d'épargne de formation,** afin que chacun puisse, à tout moment de sa carrière, suivre une formation vraiment qualifiante lui permettant de changer de métier, de secteur ou d'atteindre une qualification supérieure. Réhabiliter le travail, c'est aussi **ne plus accepter la pénibilité de certains emplois, le stress de certaines situations professionnelles.**

Enfin, je tiens à vous dire qu'aussi fort que je crois dans l'importance d'une démocratie irréprochable je crois dans **l'éthique du capitalisme.** Je n'accepte pas, et des milliers d'entrepreneurs avec moi, que le travail salarié et l'esprit d'entreprise soient bafoués par les rémunérations et les privilèges excessifs que s'octroie une toute petite minorité de patrons. Je n'accepte pas qu'au niveau mondial, pour des raisons de pur profit, on joue avec les salariés et avec les usines comme on déplace des pions sur un jeu de société. Je proposerai à nos partenaires de l'Union européenne d'édicter des règles pour que ceux qui veulent investir en Europe soient les bienvenus, mais qu'ils se comportent humainement, en respectant les hommes et les femmes, en respectant le travail, conformément à notre culture qui place l'être humain au sommet de toute chose. **Je renforcerai le capitalisme familial.**

5. Augmenter le pouvoir d'achat

Depuis des années, on vous dit que votre pouvoir d'achat augmente. C'est faux. Avec l'euro qui a fait augmenter les prix, les 35 heures qui ont gelé les salaires, le coût du logement qui a explosé et nos impôts qui sont parmi les plus élevés au monde, le pouvoir d'achat baisse en France. **Mais ceux qui vous promettent que nous aurons plus de pouvoir d'achat en travaillant moins, et en ne changeant rien, ne vous disent pas la vérité non plus.**

Je veux être le Président du pouvoir d'achat. Pour cela, je permettrai d'abord à ceux qui veulent travailler plus pour gagner plus de le faire, dans le secteur privé comme dans le secteur public. **Les heures supplémentaires seront toutes payées au moins 25 % de plus que les heures normales, et elles seront exonérées de toute charge sociale et de tout impôt.** En travaillant quatre heures de plus par semaine, un salarié rémunéré au Smic gagnera immédiatement 165 euros net de plus par mois.

Les salaires sont trop bas dans notre pays. Je demanderai aux entreprises de faire un **effort sur les salaires** car l'État fait lui-même un effort sur les allégements de charges. Dès le mois de juin, je réunirai une **conférence avec les partenaires sociaux afin que l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes soit totale** d'ici 2010. Les femmes subissent plus que les hommes les salaires trop bas, le travail précaire, le sous-emploi, l'absence de formation.

Je n'augmenterai pas les impôts, mais au contraire ferai tout pour les baisser. Je ne vois pas quelle gloire on peut tirer du fait que nos impôts sont quatre points plus élevés que la moyenne de l'Union européenne à 15.

Je comprends la forte inquiétude des personnes âgées qui, depuis dix ans, subissent une véritable érosion de leur pouvoir d'achat sous l'effet de la pression fiscale. C'est pour cela que je suis autant soucieux de réduire les impôts. J'augmenterai de 25 % le minimum vieillesse, je revaloriserai les petites retraites et les pensions de réversion pour que ces retraités vivent mieux. Ces mesures seront financées grâce aux économies que j'obtiendrai en réformant les **régimes spéciaux de retraite.**

Je veux mener des politiques sociales ambitieuses, lutter contre la pauvreté, notamment celle des enfants, investir dans les équipements et les services publics. **Mais tout cela ne sera possible que si, d'abord, nous créons plus de richesses marchandes. Voilà pourquoi je veux vous dire la vérité : nous devons collectivement enrichir notre économie et travailler davantage.**

6. L'Europe doit protéger dans la mondialisation

Je suis un Européen convaincu. Je sais jusque dans ma propre histoire ce qu'il en a coûté à l'Europe d'être divisée. Mais je n'ai pas dit oui à la construction européenne tout au long de ces années pour avoir l'Europe que nous avons aujourd'hui. L'Europe ne doit pas être le cheval de Troie d'une mondialisation réduite à la circulation des capitaux et des marchandises, mais doit au contraire protéger ses peuples dans la mondialisation.

L'Europe est d'abord une grande culture. **Elle doit agir dans le monde pour que les valeurs de la civilisation ne cèdent pas sous la pression des seuls intérêts commerciaux et financiers.** Elle doit défendre les droits de l'homme, la démocratie, la protection des plus faibles, la solidarité, la protection de la nature.

L'Europe doit ensuite préserver les intérêts de ses peuples. Je réhabiliterai la **préférence communautaire,** c'est-à-dire le droit pour l'Europe, lorsque c'est son intérêt, notamment à l'OMC, de préférer et donc de protéger ses produits, ses entreprises, ses marchés. L'Europe ne doit pas se résigner aux délocalisations, mais au contraire tout faire pour que l'activité se localise en Europe. C'est ce que nous ont dit ceux qui ont voté non au référendum sur le projet de Constitution. C'est un fait politique. Je veux leur dire que je les ai entendus.

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

Enfin, **l'Europe doit nous permettre de faire à plusieurs ce que seuls nous faisons moins bien:** notamment la politique migratoire et le développement, la politique industrielle et la recherche, le développement durable. Je soutiendrai la PAC car elle est la condition de l'indépendance alimentaire de toute l'Europe. Nous avons fait l'Europe pour agir, pas pour subir. Nous avons fait l'Europe pour exprimer une volonté commune, pas pour organiser notre renoncement collectif.

Pour toutes ces raisons, je veux que l'Europe ait des frontières et **je m'opposerai à l'entrée de la Turquie.** J'ai proposé à nos partenaires un **traité simplifié,** limité aux questions institutionnelles que nul n'a contestées pendant la campagne référendaire, afin que l'Europe se dote rapidement des moyens de fonctionner efficacement à 27 États membres. La question de la réécriture d'un texte plus global, scellant la dimension fondamentalement politique de l'Europe, se posera dans un second temps.

7. Répondre à l'urgence du développement durable

Le développement durable doit devenir une dimension essentielle de toute l'action publique. Ce n'est pas un choix, c'est une urgence, une nécessité. Mais ce que nous pouvons choisir, c'est d'en faire **une chance pour la croissance et nos emplois.**

Je créerai un **grand ministère du Développement durable,** pour que l'environnement ait les moyens de ses ambitions. Notre politique énergétique conciliera l'indépendance et le développement durable.

Nous augmenterons la part des énergies renouvelables, isolerons les bâtiments anciens, mais nous **renouvellerons aussi le parc nucléaire.** Grâce à la clairvoyance de nos prédécesseurs, nous avons la chance de maîtriser cette énergie déterminante pour le futur car elle ne perturbe pas le climat et garantit en partie notre autonomie énergétique. Ceux qui vous disent qu'ils vont renoncer au nucléaire vous font, au mieux, de fausses promesses, au pire mettent gravement en danger notre indépendance.

Je souhaite que la responsabilité de ceux qui polluent puisse être mise en cause de manière illimitée. Je créerai une **fiscalité écologique** pour inciter les Français à adopter des comportements vertueux, notamment une TVA à taux réduit sur les produits propres. Nous investirons dans la **recherche** sur les technologies propres. Nous développerons les transports en commun et les transports alternatifs à la route, tout en aidant les transporteurs routiers à acquérir des véhicules propres.

Enfin, nous devons agir au niveau international pour que les grands pays s'engagent dans la réduction des gaz à effet de serre et la **protection de la biodiversité.** Une **organisation mondiale de l'environnement** doit voir le jour et **je proposerai que les produits venant de pays qui ne respectent aucun engagement en matière écologique soient pénalisés.**

8. Permettre à tous les Français d'être propriétaires de leur logement

Depuis des années, on vous dit qu'on ne peut rien contre la crise du logement, et on laisse s'aggraver une pénurie qui a rendu la propriété impossible pour beaucoup d'entre vous et la location de plus en plus difficile. Cette situation ne peut pas durer.

Il faut d'abord inciter à la **construction de logements** pour faire baisser les prix. Je veux que le **droit au logement** soit **opposable** devant les tribunaux, afin que les pouvoirs publics soient obligés d'agir pour assurer la construction d'assez de logements dans toute la gamme des besoins.

Je veux permettre à chaque ménage d'être propriétaire, parce que la propriété est le rêve de chacun d'entre nous. Je vous permettrai notamment de **déduire de votre impôt sur le revenu les intérêts de votre emprunt** immobilier. Ceux qui ne paient pas l'impôt sur le revenu recevront une aide de l'État pour emprunter. Je faciliterai la location en **supprimant l'obligation de caution et de dépôt de garantie.** En contrepartie, les propriétaires seront protégés contre les risques d'impayés de loyers. Je réformerai l'hébergement d'urgence, pour qu'il soit digne et permette la réinsertion.

9. Transmettre les repères de l'autorité, du respect et du mérite

On a pris l'habitude de dire que l'autorité, le respect, le mérite n'étaient pas des valeurs importantes. Je considère que ce sont des valeurs fondamentales sans lesquelles il n'y a pas de société possible. Nous devons tout faire pour que les familles, l'école, la société dans son ensemble soient de nouveau des lieux de transmission de ces repères.

Si je suis élu, **je soutiendrai fortement toutes les familles,** sans a priori, car elles sont le premier lieu d'éducation et de solidarité. J'aiderai celles qui ont des difficultés à assumer leur mission éducative et responsabiliserai celles qui y renoncent par la mise sous tutelle des allocations familiales. Je ne crois pas qu'il soit du rôle de la loi d'affirmer qu'une famille, cela peut être un père et une mère, mais aussi deux mères ou deux pères. Je veux, en revanche, reconnaître la sincérité de l'amour homosexuel, en créant une union civile donnant les mêmes droits aux couples de même sexe qu'aux couples mariés, à l'exception de la filiation et de l'adoption, ainsi qu'un statut de beaux-parents, valable pour les familles recomposées et homoparentales.

J'aiderai les familles à chacune des étapes de leur existence. En particulier, j'allouerai des allocations familiales dès le premier enfant. La garde des enfants ne sera plus un obstacle au travail des femmes. J'allouerai des droits sociaux et des droits à la retraite à ceux qui se consacrent à l'éducation de leurs enfants ou qui s'occupent d'une personne handicapée. **Je supprimerai les droits de donation et de succession pour que les familles,** à l'exception des plus riches, puissent transmettre librement le fruit du travail de toute leur vie à leurs enfants.

Je veux ensuite que l'école soit un lieu de travail, d'autorité et de respect. Je suis pour que les élèves se lèvent quand les professeurs entrent dans les classes. Je souhaite que l'école devienne un lieu sans violence, sans portable, sans casquette, sans cigarette.

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

Je veux que nous **transmettions à nos enfants la valeur de l'engagement.** Je donnerai des avantages concrets à ceux qui donnent de leur temps à la société dans les associations, et créerai un service civique obligatoire de six mois. Je veux citer ici les maires ruraux en exemple de dévouement au service de l'intérêt général et indiquer que je leur faciliterai la tâche.

Je poursuivrai la **politique de sécurité** que j'ai engagée depuis 2002. Des peines planchers seront instaurées pour les multirécidivistes et le droit pénal des mineurs sera réformé.

10. Une école qui garantit la réussite de tous les élèves

Même si elle a de vraies qualités, la situation générale de notre école n'est plus acceptable. 20 % de nos jeunes quittent l'école sans qualification, c'est-à-dire sans aucune perspective professionnelle et un avenir personnel très limité. Je ne peux m'y résoudre. Qui peut croire que ce qui était possible hier, apprendre à tous les enfants à lire, écrire, compter, et leur donner un bagage culturel leur permettant de vivre en hommes libres et en citoyens éclairés, ne l'est plus aujourd'hui ? Quant au sort fait à nos enseignants, il est inadmissible : leurs rémunérations sont trop basses, les plus jeunes et les moins expérimentés sont envoyés devant les classes les plus difficiles, le respect qui leur est dû n'est pas assuré, ni parfois même leur sécurité.

Il est possible de changer l'école. Il faut d'abord que **nos enseignants exercent leur métier dans de bonnes conditions.** Ils sont la clé de la réussite de tous les élèves. Je souhaite que leur autorité et leur liberté pédagogique soient respectées, que leur formation initiale et continue soit assurée, et qu'ils aient la possibilité de travailler plus pour gagner plus.

Il faut ensuite que nous nous fixions le seul objectif acceptable : **que tous les enfants sortent de l'école avec le bagage nécessaire pour réussir leur vie adulte.** Dès qu'un enfant décroche, il devra recevoir un soutien individualisé. Je créerai des **études dirigées** dans tous les établissements pour que les enfants dont les parents le souhaitent puissent faire leurs devoirs à l'école avec l'aide d'une personne compétente.

Je ferai en sorte que l'école consacre plus de temps au **sport** et à la **culture** parce que je les crois essentiels à l'épanouissement des enfants et à la force de la société. **L'école d'une grande nation doit faire lire de grands textes.**

Enfin, tout en conservant le caractère national des programmes et des diplômes, je veux mettre **plus de diversité dans l'école pour que l'intelligence de chaque enfant soit reconnue.** Je donnerai plus d'autonomie aux établissements pour leur permettre de développer leur projet pédagogique spécifique et je **donnerai aux familles la possibilité de choisir l'école de leurs enfants.** Je remplacerai la carte scolaire par une obligation de mixité sociale, géographique et scolaire des effectifs, qui pèsera sur les établissements.

11. Mettre l'enseignement supérieur et la recherche au niveau des meilleurs mondiaux

Cela fait quarante ans que nous avons renoncé à conduire une réforme de l'enseignement supérieur. À l'heure de la bataille mondiale de l'intelligence, nous en payons un prix élevé, tandis que nos jeunes sont envoyés par milliers dans des filières sans débouchés. **L'enseignement supérieur et la recherche seront pour moi une priorité absolue.**

Leurs moyens seront portés au même niveau que dans les pays les plus en pointe sur le sujet, mais cela s'accompagnera de réformes de fond. Je donnerai aux **universités volontaires une autonomie réelle.** Je réformerai notre appareil de recherche pour créer les conditions de travail et de rémunération permettant **d'attirer et de garder les meilleurs enseignants et chercheurs.**

Notre pays a besoin de conduire plus de jeunes vers les études supérieures, mais des études dans lesquelles ils ont une chance de réussir et qui conduisent à l'emploi. Chaque bachelier aura une place à l'université, mais le nombre d'étudiants dans les différentes filières dépendra des réalités du marché du travail. Un **service public de l'orientation** permettra aux élèves de choisir la voie qui leur correspond le mieux.

Enfin, je veux **transformer la condition étudiante,** en faisant tout pour que l'argent ne soit jamais un obstacle à la poursuite des études, en permettant à nos jeunes d'être autonomes et en créant des campus universitaires de réputation mondiale et européenne.

12. Sortir les quartiers difficiles de l'engrenage de la violence et de la relégation

Depuis vingt-cinq ans, on a dépensé des milliards dans les quartiers difficiles, mais la situation n'a cessé de s'aggraver. Il faut **changer de politique, changer de méthodes.**

Il faut d'abord **rétablir la loi républicaine** et mettre fin à la loi des bandes. Ce travail demande de la maîtrise de soi, mais aussi de la résolution et du courage. C'est facile de revendiquer le calme dans les banlieues, mais cela dissimule souvent une loi du silence, de la peur, des trafics, de l'extrémisme. Il faut ensuite **maîtriser l'immigration.** Il faut enfin **rétablir de l'activité.** Les parents doivent avoir un emploi, les enfants doivent suivre une formation. Les quartiers ne demandent pas une situation à part. Ils demandent à devenir des quartiers comme les autres.

Je consacrerai beaucoup d'argent aux banlieues, dans l'éducation, la formation, la rénovation urbaine, les services publics, les transports, l'activité économique. Je n'accepte pas qu'on se soit résigné à laisser se développer tant de ghettos scolaires et urbains. Je n'accepte pas que toute une partie de nos enfants soit discriminée à cause de la couleur de leur peau ou de leur origine sociale. Ceux qui font des efforts recevront les meilleures conditions de travail et d'éducation. Nous susciterons des vocations pour le service public, qui sera un levier de promotion sociale pour les jeunes issus des quartiers. **Mais je ne laisserai aucun jeune dans l'oisiveté. Chacun devra avoir un emploi ou suivre une formation qualifiante.**

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

13. Maîtriser l'immigration

Pendant des années, on n'a pas pu parler d'immigration dans notre pays. Ceux qui n'acceptaient pas l'ouverture totale des frontières étaient immédiatement taxés d'extrémisme ou de racisme. Je veux souligner qu'en matière d'immigration les problèmes sont plus devant nous que derrière nous et qu'il n'y a pas d'autre solution qu'une politique responsable, qui concilie immigration maîtrisée et codéveloppement.

Si je suis élu, je conforterai la politique d'immigration choisie que j'ai engagée en tant que ministre de l'Intérieur. J'instaurerai des **plafonds annuels d'immigration.** La laïcité, l'égalité entre la femme et l'homme, la liberté de conscience sont des principes avec lesquels je ne transigerai jamais. Je demanderai à ceux qui veulent venir s'installer en France de faire l'effort d'**apprendre le français avant,** parce que c'est une condition essentielle d'une intégration réussie et parce que cela sera un signe de leur volonté de respecter notre culture. **Le regroupement familial ne sera possible que si la personne a un logement et un travail lui permettant de faire vivre sa famille sans prise en compte des allocations familiales.** Enfin, j'ai proposé la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, car l'intégration passe par le partage de notre culture autant que par son enrichissement. Un seul ministère doit traiter l'ensemble des questions relatives à l'immigration, à l'intégration et au codéveloppement.

14. De grandes politiques de solidarité, fraternelles et responsables

Nos politiques de solidarité méritent mieux que l'avarice et le rationnement. C'est pourtant ce que nous leur faisons subir depuis des années parce que nous ne commençons pas par le commencement : créer des richesses marchandes. Dans la cinquième puissance du monde, le minimum vieillesse et l'allocation pour adulte handicapé ne sont même pas au niveau du seuil de pauvreté. Pouvons-nous l'accepter ?

Je veux que nous ayons l'argent nécessaire pour mener de grandes politiques de solidarité. Je veux en citer trois plus particulièrement. La première concerne les **personnes handicapées.** Elles nous apprennent le courage et c'est pourquoi je veux absolument que nos enfants soient scolarisés dans les mêmes écoles que les enfants handicapés. Elles nous rappellent ce qui est vraiment important dans l'existence. Je veux rendre opposables devant les tribunaux un certain nombre de droits qui les concernent, notamment l'accès aux transports et aux bâtiments publics. **Leur insertion dans le monde du travail sera pour moi une priorité et je leur ouvrirai les portes de l'enseignement supérieur.**

Je souhaite ensuite mettre en œuvre une **grande politique de la fin de vie.** Je veux que, dans la manière dont notre société prend en charge les personnes très âgées et lutte contre leur solitude, nous soyons un exemple de civilisation. Je lancerai un plan de prévention et de recherche sur les maladies de la vieillesse, notamment la maladie d'Alzheimer. Je créerai une cinquième branche de la protection sociale pour consacrer suffisamment de moyens à la perte d'autonomie et garantir à tous les Français qu'ils pourront rester à domicile s'ils le souhaitent. Je veux enfin que chacun puisse prendre un congé rémunéré pour pouvoir s'occuper d'un proche en fin de vie.

Enfin, je veux que nous préservions **l'excellence de notre système de santé,** qui est l'un des meilleurs du monde. Au lieu de lutter contre ses gaspillages, nous avons organisé son rationnement, essoufflant nos professionnels sous le poids de la bureaucratie, de l'isolement, des inégalités, sans parler des 35 heures. Pour moi, la santé n'est pas un coût, c'est un investissement, une richesse, des emplois, de la croissance, et surtout un bien-être qui n'a aucun prix. C'est pourquoi tout euro dépensé dans la santé doit être un euro utile, qui serve à guérir ou à soulager la souffrance.

Je ferai des **sciences du vivant une priorité de notre recherche.** J'engagerai la **politique de santé publique et de prévention** qui nous fait défaut depuis tant d'années. J'améliorerai les conditions de travail des professionnels de la santé, leur ferai bien davantage confiance, reconnaîtrai leur mérite par de plus grandes facilités de promotion professionnelle, et libérerai l'hôpital de la contrainte des 35 heures en permettant à tous ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage de le faire. Je souhaite garantir l'égalité et l'équité de l'accès aux soins pour tous sur tout le territoire. Mais je veux également que chacun se sente responsable du financement de notre système de santé.

15. Fiers d'être français

C'est finalement sans doute le pire de nos renoncements que d'avoir cessé d'être fiers d'être français.

Notre fierté repose d'abord sur l'identité de notre nation. Nous incarnons l'idéal national, parce que justement notre pays est constitué d'une multitude de peuples, de régions, de traditions et de cultures locales, depuis la métropole jusqu'à l'Outre-mer, enrichie par les vagues successives d'immigration, fédérée autour d'une ambition et d'une foi communes : être un grand pays, uni par les droits de l'homme et nos valeurs républicaines. Si je suis élu, **je ne cesserai d'affirmer notre fierté d'être français.**

Notre fierté repose ensuite sur **notre langue et notre culture,** immense. Je défendrai la langue française dont j'ose affirmer qu'elle est un bien pour l'humanité, ainsi que le rayonnement de notre culture dans le monde. Mais **je veux aussi que la culture soit faite pour le peuple.** Je stimulerai la création et je rendrai la culture accessible au plus grand nombre parce que c'est une source de liberté, d'épanouissement et de paix sociale.

Notre fierté repose enfin sur la **vocation particulière de la France dans le monde.** Je ne transigerai pas avec les valeurs de notre pays, son indépendance et ses alliances. Je souhaite que la France pèse sur la scène mondiale et assume sa responsabilité dans la gestion des conflits mondiaux. Pour cela, je maintiendrai notre effort de défense au moins à son niveau actuel tout en adaptant notre stratégie à l'évolution des risques mondiaux. Je favoriserai le développement des pays pauvres, en cessant d'aider les gouvernements corrompus, en mettant en place une Union méditerranéenne avec les pays du Sud, en donnant la priorité à l'Afrique. Je ne passerai jamais sous silence les atteintes aux droits de l'homme au nom de nos intérêts économiques. Je défendrai les droits de l'homme partout où ils sont méconnus ou menacés et je les mettrai au service de la défense des droits des femmes.

ENSEMBLE TOUT DEVIENT POSSIBLE

NICOLAS SARKOZY

sarkozy.fr

Ne pas jeter sur la voie publique - Imprimé sur du papier recyclé. Photos abacapress.com - Imprimerie de Compiègne.